

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 203

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
VENDREDI 18 NOVEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

— 1914 —
KRUPP-KAISER
— 1939 —
KRUPP-HITLER
— 1949 —
KRUPP-TRUMAN

AMNISTIE

UNE fois de plus, un projet d'amnistie est à l'ordre du jour, une fois de plus les hommes qui se sont arrogés le droit de juger et de condamner leurs semblables vont choisir d'ouvrir des portes de prisons et de lever des jugements antérieurs.

Une fois de plus cette amnistie va se trouver défendue et combattue par ceux-ci ou ceux-là, selon que les uns ou les autres y trouveront leur profit.

Une fois de plus, ce qui se devrait d'être éminemment humain, va se voir ravalé à des querelles partisans, à des propagandes politiques.

Ainsi, tout est faussé d'avance.

Les pires réactionnaires, les plus impitoyables, vont se dénicher un humanitarisme à sens unique et tenir boutique de sentiment ! Les « révolutionnaires » — ou soi-disant tels — ceux dont les hymnes résonnent... littéralement les Bastilles, ceux qui veulent voir le soleil briller pour tous, vont réclamer pour certains les gènes et les gardes chiourmes !

Ainsi, les juges — les mêmes qui pourvoyèrent sous Vichy — verront les hommes de gauche défendre leurs sentences contre ceux qui osèrent collaborer.

Songez donc ! des mercantis au service de l'ennemi, dans la France de Schneider, des fournisseurs d'Abd El Krim et du réarmement de l'Allemagne hitlérienne, quel scandale !

Nous savons, certes, ce qu'ils valent, ces mercantis : pas plus cher que tous ceux qui s'empressent les poches depuis la libération (?) avec la seule concurrence déloyale d'un gouvernement de marché noir, établi à son compte sous l'égide du double secteur ; nous savons ce qu'ils valent : pas plus cher que ceux qui sont en liberté et au besoin la refusent aux autres, pas plus cher mais pas moins non plus.

Mais il y a ceux dont on ne parle pas, ceux qu'on oublie, ceux qui ne trouveront de défenseurs ni à droite ni à gauche, ceux dont le crime est plus grand, ceux qui ont osé dire non à la guerre, ceux à qui les professions de foi électorales n'ont pas suffi, qui n'ont pas su transformer les professions pacifistes en des défilés militaires, à l'heure du charnier, lorsque les chants de paix se muent en des appels de clairons, en attendant les Te Deum !

Qui penserait à eux : exilés, insoumis, déserteurs des deux guerres, qui ont tout sacrifié à leur idéal ?

Quels noms portent-ils ? Quel tirage de journal monterait à leur sacrifice un article ? Quel bénéfice en aurait le bateleur politique qui adjoindrait leur défense à son programme ?

Parlez-moi de Pétain, cela fait recette, on n'a pas été le boucher de Verdun sans recueillir la reconnaissance des populations énuées.

Qui parlerait d'eux ? Nous en parlons encore.

Ennemis de toutes prisons, c'est d'abord pour eux que nous nous élevons contre les prisons.

Amnistiez, Messieurs, amnistiez ! N'oubliez pas que le crime des autres, que vous êtes si économe à oublier, c'est le nôtre à vous parlementaires.

Où seraient-ils, ces coupables de guerre, si vous ne l'aviez pas déclaré ?

Alors, un peu de logique pour ceux qui n'ont fait que vous suivre dans le crime, et un peu de justice pour ceux qui s'y sont refusés.

lib

L'Abbé SILHOL demande des dons

L'ABBE Silhol est un de ces prêtres de l'Eglise catholique qui se dévouent généreusement pour « sauver les âmes » et ce, malgré une fatigue intense et des conditions financières très pénibles.

A Paris et dans les grands centres on trouve dans les collèges nombre de prêtres bien nourris, bien vêtus, qui touchent chaque jour 150 francs au moins pour leur messe expédiée en dix minutes ; qui logés et nourris pour rien au collège, y sont en outre bien chauffés, le tout en échange d'une heure ou deux de cours quotidiens, quatre au maximum, et pour quoi ils reçoivent encore une rémunération mensuelle ; sans compter les leçons particulières bien rémunérées.

Dans les paroisses règnent des vicaires payés, logés, nourris, et souvent pourvus de dons des « bien pensants ». Ces vicaires, tels des fonctionnaires, ont leur quartier bien délimité, qu'ils visitent selon un rythme prévu.

Les uns et les autres ont leur vie tranquille, aisée souvent, et chose considérable, sont leurs maîtres, disposant de leur temps comme ils l'entendent. Evidemment ce temps, ils l'emploient habituellement à prêcher, à tenir en haleine les âmes des fidèles, à conserver à ces âmes l'inquiétude religieuse qui leur assure le besoin de la religion... et de l'Eglise.

L'abbé Silhol, lui, vit près de Lyon, dans un milieu déshérité et irreligieux. Ses « sujets » sont pauvres et beaucoup pensent que l'Eglise ne fait rien pour améliorer leur pouvoir d'achat en donnant aux patrons une plus humaine compréhension des besoins financiers des ouvriers.

Beaucoup pensent aussi que l'amour de Dieu est une foi intérieure se passant fort bien de l'intervention de ministres payés, et accomplissent leurs Devoirs d'hommes, d'ouvriers, de pères de famille, sans même songer à demander l'avis du clergé.

Aussi l'abbé Silhol a-t-il beaucoup à faire pour tenter de ramener à la religion toute cette foule. Et aucun moyen financier.

Son âme d'apôtre en souffre. Il ne peut abandonner tous ces gens. L'Eglise a besoin d'eux pour être plus puissante. Il faut les « convertir » pour en faire des soldats du Christ, qui à l'occasion sauront se battre comme à la Grand Combe, contre les troupes du gouvernement.

Il a beaucoup à faire. Pensez donc.



C.C.P. LYON 1849-29

Chargé de 12 paroisses et presque sans fidèles !

Vous n'aurez pas le cœur de lui répondre : « Appelez donc quelques-uns des prêtres en surnombre ailleurs », et qui abandonneraient d'ailleurs difficilement leur « fromage ».

Vous n'aurez pas la cruauté de lui dire : « Demandez donc au Pape de vous donner le million de lires promis en récompense au fabricant d'une mosaïque destinée à la décoration de la basilique vaticane », cette décoration n'étant guère nécessaire ; ou de recevoir les sommes dépensées pour les pèlerinages à Lourdes, puisque l'Eglise ne croit pas aux miracles, et qui ne sont pas utiles, puisque le chanoine Laurent, de Verdun, est mort à son retour, des suites de fatigues.

Ni de s'adresser aux économies des prêtres roulant en voiture, ou des collègues libérés ne payant pas l'impôt grâce à une comptabilité fictive.

Ni de réclamer à Rome un pourcentage des recettes sur les 110 pèlerinages français en préparation, etc...

Bien persuadés que ce prêtre a une activité indispensable et bienfaisante, et qu'il ne peut avoir les sommes d'argent utilisées pour cette activité autrement que par les dons, vous n'aurez pas le mauvais goût de faire vérifier son C.C.P. Postal Lyon 1849-29, ni celui de faire appliquer les articles 479, 480, 481 du Code pénal, qui interdisent d'exploiter la crédulité publique.

Au contraire, touchés par cet appel paru dans le royaliste Aspects de France, vous aurez à cœur d'envoyer votre obole. Elle aidera à propager l'enseignement de l'amour du prochain, qui en a tant besoin depuis qu'un évêque d'Extrême-Orient demande des troupes à Bao Dai pour massacrer des infidèles, que le Père Serafin répond qu'il prierait pour

les communistes « s'ils allaient à la messe » ; que les évêques soulignent que le clergé ne s'incline que devant la force (à Prague où ils sont plus faibles) ; et que l'école catholique dit à ses élèves de ne pas fréquenter les « laïcs » ces mal élevés, ces voyous, qui n'apprennent à « la laïque » que le mal et la haine.

Au contraire, vous donnerez. Et l'Eglise vous le rendra — au centuple — en prières. Le Pape vous enverra même sa bénédiction, sur disque, avec la facture.

P. S. — Merci aux lecteurs qui écrivent ou écriront pour signaler tout fait intéressant, très précis et certain, concernant la Religion ou son Enseignement.

R.-P. FROMENT.

Question à David ROUSSET

L'appel lancé par David Rousset dans le Figaro Littéraire en faveur des déportés dans les camps soviétiques a eu de profonds échos. Nous espérons que ce geste ne sera pas vain et que tous ceux qui ont connu, en Allemagne, la vie de concentrationnaire apporteront leur concours et leur soutien à cette initiative.

La Russie, ainsi placée au pied du mur ne pourra se récuser. Et si elle se refuse, si elle refuse d'ouvrir sa frontière à la Commission d'Enquête, elle aura alors implicitement avoué.

Ceci posé, qu'il nous soit permis de constater, avec regret, que David Rousset se suffit d'une accusation unilatérale. Il semble oublier que le monde concentrationnaire russe dont le premier initiateur fut Hitler a des prolongements un peu partout. Mais David Rousset a prévu la question, et il y répond à l'avance. Voici ses arguments :

« Les bateleurs cyniques tendent un piège aux gens honnêtes et simples. » Certes, disent-ils, qui d'entre nous serait content de détruire de justice ? Nous le partageons

avec vous. Mais alors procédons à une enquête sérieuse. Que pensez-vous du problème noir aux Etats-Unis ? A l'exploitation des ouvriers dans les dagues capitalistes. Du régime des prisons en Indonésie. Du...

« Le tour est joué. Le saltimbanque a obtenu ce pour quoi on le paye. »

Eh bien ! cette réponse ne nous satisfait nullement.

D'ailleurs la question a été mal posée. Il ne s'agit pas d'être autrement, un journal tel le Figaro ne pouvant se permettre d'attaquer, par exemple, le pieux Franco, ainsi que tout ce qui est aujourd'hui « occidental ».

Or le camp de concentration n'existe pas seulement dans son pays d'origine, la Russie. Il existe en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Indochine, au Maroc, en Algérie.

Maintenant, la question est bien posée et nous serions heureux que David Rousset veuille bien y répondre.

Jean CLARI.

LA CONFÉRENCE DES TROIS

“ Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts...” ...grâce à l'acier de la Ruhr

Le 5 octobre dernier, M. Webb, sous-secrétaire d'Etat par intérim, déclarait, dans une conférence de presse, que les démantèlements concernant 159 usines allemandes seraient poursuivis, conformément aux listes établies à Washington en avril dernier.

Que s'est-il passé depuis lors et pourquoi la politique américaine concernant l'industrie d'outre-Rhin est-elle, aujourd'hui, le contraire de ce qu'elle était hier ? L'avenir nous le dira.

par ERIC-ALBERT

Contentons-nous pour l'heure de noter que les grands mouvements diplomatiques — Conférence des Trois — et économiques — L'O.E.C.E. au château de la Muette, ont été selon toute apparence provoqués avec une rapidité et un luxe de publicité qui n'ont qu'un rapport très lointain avec la paix que la diplomatie internationale se propose d'atteindre.

Au delà des hésitations, des contradictions économiques, des oppositions organisationnelles intérieures — dirigisme d'Antée et néo-libéralisme européen naissant par exemple (Fritalux) — au delà de la future concurrence allemande sur le marché anglais, de la pénurie de dollars, de la Conférence de Presse de Schuman et l'admission de l'Allemagne dans la communauté européenne et des « garanties » exigées par la France pour sa « sécurité », on découvre l'élément moteur de toutes les tractations : Le Pacte Atlantique, et coiffant le tout : l'antagonisme russo-américain.

Le fond du problème est là et nulle part ailleurs. Et ce n'est sûrement pas par hasard que ces jours derniers, coup sur coup, nous apprenons que les U.S.A. ont décidé de vendre à Tito de l'essence et des avions « civils », que des experts américains assureront en Europe l'application du programme d'assistance militaire, et qu'une campa-

gne pour la conscription militaire aux U.S.A. semble s'amorcer.

N'oublions pas d'ajouter la déclaration du professeur Reuter, maire de Berlin occidental : « La venue de M. Acheson à Berlin constitue une démonstration politique qui sera certainement comprise en secteur soviétique... »

Tout est parfaitement synchronisé. Dès lors l'arrêt des démantèlements d'usines en Allemagne, l'augmentation jusqu'à 15 ou 16 millions de tonnes de l'acier, la solution « particulière » des usines Thyssen, capables à elles seules d'en produire au moins 7.500.000 tonnes, prennent toute leur signification. Et le voyage de Joliot-Curie à Moscou au moment même où Acheson est à Pa-

ris, les déclarations apaisantes de Vy-chinski, ainsi que ces menaces d'ailleurs — « Nous aurons autant de bombes atomiques qu'il le faudra » — complètent le tableau.

Conformément à la brusque évolution de la politique américaine en Europe, toutes les restrictions concernant la production de l'acier allemand — et du reste — sont virtuellement levées.

Il est intéressant d'observer que la diplomatie française — découvrant un peu tard le ridicule — s'est enfin pour ainsi dire abstenue d'évoquer le « danger » allemand. Elle se contente, en guise de « garantie » de pouvoir investir, dans l'industrie allemande, des capitaux que lui « prête » la finance américaine.

(Suite page 2, col. 1.)

11 NOVEMBRE

LOIN de nous l'idée d'insulter la mémoire de ceux qui sont tombés ou de vouloir diminuer la valeur en soi du sacrifice des vrais résistants dont beaucoup trouvent, dans les camps d'Hitler, une fin atroce.

Ce serait odieux. Aussi odieux que ces fêtes nationales et commémoratives des plus sinistres dupes. Aussi odieux que ces drapeaux qui profanent les cités. Aussi odieux que la tartufferie qui s'étale complaisamment dans la presse et sur les murs au jour où le peuple est convié à communier dans la ferveur du souvenir déshonorant du massacre de 11 millions de victimes.

11 Novembre ! On fête la victoire de 1919, après avoir fêté, en juin, celle de 1945. Deux fêtes semblables par an, c'est beaucoup. Beaucoup trop !

Et nous sommes, en ce jour de deuil, désespérés que les peuples n'aient pas encore compris !

Mais ne fait-on pas tout le possible pour l'égarer plus avant dans les ténèbres que seuls les chevaliers ont le droit d'éclairer ? Ainsi s'exprime — à peu près — Duhamel dans le Figaro du 11 novembre, à propos du colonel Monod tué au combat en 1945, et dont il salue la mémoire et donne la vie et le sacrifice en exemple.

Entre Duhamel et le « sous-off » de coloniale, tortionnaire d'Indochinois, il n'y a donc plus guère de différence puisque l'un et l'autre considèrent « l'héroïsme », obligatoire ou volontaire, comme la vertu essentielle du citoyen.

Que tous ceux qui « pieusement ont tué pour la patrie » dorment en paix. Nous n'irons pas pleurer sur leurs tombes. Nous ne souillerons pas notre

pur espoir en des renouveau humains, au contact des académiciens et des généraux.

Mais nous fixerons notre pensée sur l'immense détresse du monde entier qui hier, poussé par la folie de ses chefs, accepta l'hécatombe de quelque 60 millions d'hommes, de femmes et d'enfants pour que vive une soi-disant liberté ! Et nous songerons à ceux qui là-bas derrière les Pyrénées, à quelques-uns, se dressent tout seuls et meurent pour que toutes les lumières, toutes les valeurs, toutes les noblesses ne soient définitivement étouffées sous le bicorne des académiciens.

La Pologne sous la botte

La nomination de Rokossovsky, maréchal russe, à la tête de l'armée polonaise, confirme avec éclat la thèse que nous soutenons depuis longtemps dans ces colonnes.

Bien avant le schisme de Tito, nous avions déjà insisté sur les contradictions économiques divisant le « glacis » balcanique sur les incompatibilités nationalistes entretenues sinon renforcées en vertu de la ligne politique chauvine en honneur au Kremlin depuis 1936.

Tout dernièrement, au sujet de la création de la « démocratie populaire » allemande, nous faisons remarquer les difficultés que rencontrent les Soviétiques pour faire accepter au peuple allemand l'amputation de son territoire de quelque 100.000 kilomètres carrés au profit de la Pologne.

Ces deux pays riverains, artificiellement opposés sur la question de frontières imposées et par l'U. R. S. S. et par les « Occidentaux », soumis, l'un entièrement, l'autre partiellement au Kremlin, apportent au sein du « glacis » le fruit vénéneux de leur discorde. Ce qui se passe — pour d'autres raisons — en Bulgarie, en Tchécoslovaquie se répète sur la Vistule. Partout rôde le danger titiste. Partout des velléités sous-jacentes d'autonomie affirmée se déchaînent. Il faut donc parer au plus pressé et selon la coutume totalitaire, on emploie la force.

L'Allemagne orientale est bien placée pour solliciter la révision de la ligne Oder-Neisse. En effet, ce serait là un moyen de propagande magnifique jouant en faveur du gouvernement de Pieck et au grand désavantage de celui de Bonn. Pourtant, il ne semble pas que Staline, pour le moment, envisage un tel bouleversement de la carte européenne. Les jeux ne sont pas encore faits. D'ailleurs, le problème formidable d'un nouveau brassage des populations se poserait. Et il y a de quoi reculer, surtout qu'alors, il serait impossible de dissimuler l'écrasement définitif de la Pologne.

Pourtant, ce qui a été fait dans le Berlin oriental suffit à provoquer un sourd mécontentement en Pologne, pays au chauvinisme intransigent. Et il semble bien que Staline, pour éviter tout éclat, prend les devants. La Pologne est mise en tutelle. Elle est maintenant directement sous la botte de Staline.

Dans un prochain numéro, nous en-

Encore une fois la position des anarchistes, en ce qui concerne le peuple allemand, se révèle juste. A la Libération, nous avons immédiatement proclamé qu'il fallait tendre la main à nos frères d'Outre-Rhin.

Et nous avons été seuls à soutenir cette thèse. Seuls contre tous les patriotes déchainés, les Benazet, les Thorez. Seuls aussi contre la masse égarée, trompée et aveulée.

Aujourd'hui, tout a changé. On ne mange plus du « boche », aussi bien en France qu'en U.R.S.S. ou en Angleterre. L'Allemagne est reçue dans les instances internationales. Nous disons : l'Allemagne, c'est-à-dire les gouvernants, les militaires, les industriels, les banquiers.

Ainsi le « rapprochement » s'élabore, mais sous les auspices menaçants de l'acier de la Ruhr et contre le prolétariat mondial. L'admission de l'Allemagne Occidentale dans la communauté européenne porte le germe du militarisme germanique.

Voilà à quoi on a abouti pour n'avoir pas voulu suivre les voies révolutionnaires de l'entente prolétarienne et internationale.

AU PALAIS-BOURBON

Pas de fumée sans feu

Qui oserait prétendre que nos élus ne travaillent pas ? Il n'est que de parcourir la presse de cette dernière quinzaine pour se convaincre que leur tâche se complique chaque jour et que leurs efforts pour se maintenir à la hauteur des nécessités politiques et économiques continuent au sacrifice.

L'« immobilisme » de M. Queuille a fait place, en effet, à des agitations, des frémissements, des jeux de bascule d'autant plus intenses que tous ces mouvements désordonnés avaient été refoulés pendant plus d'un an. — Et des difficultés de tous ordres surgissent un peu partout comme des diables jaillis de leurs boîtes. En outre, tout a tendance à se confondre, aucun problème ne se présente seul, chaque question s'entremêle d'incidences diverses et multiples, fidèles reflets de l'économie, de la politique, des élections proches, du budget, de la « prime », des impôts, de l'inflation et du reste.

Mais tâchons d'y voir un peu clair. Et d'abord, le budget. Ce monsieur n'est-il pas l'assise fondamentale de chaque édifice ? Or présentement il souffre d'un mal inconnu que les spécialistes ont baptisé : déficit. Quelle est l'étendue réelle du mal ? sa profondeur ? sa largeur ? Comment voulez-vous qu'on le sache. Certains le chiffrent aux environs de 270 milliards, d'autres parlent de 120, enfin les plaisantins — ou les mieux informés — affirment qu'il s'agit bel et bien de 600 milliards ! Les mauvaises langues insinuent, en outre, que M. Pêche lui-même n'ose se prononcer !

D'ailleurs, et pour plus de clarté, il n'y a pas qu'un budget, mais plusieurs. En principe, on en compte deux : l'ordinaire et l'extraordinaire, auxquels il convient d'ajouter les annexes.

(Suite page 2, col. 6.)

LES RÉFLEXES DU PASSANT

CANARD
AU SANG

bouquet : paprika, sucre candi, vodka, cognac, beurre des Charentes, le tout lié au sang. Ce « Rassement » sera éloquent, croyez-moi. Afin d'éviter que les déchets, derniers échos des dosages culinaires, ne viennent troubler la dégustation, utilisez la passoire. Ou, de préférence, un tamis. Les « Franc-Tireurs », bien que peu gênants, évitent parfois de fâcheux souvenirs. Évitez-les.

Une fois votre canard cuit à point présentez-le — en public, si j'ose dire, — après avoir soigneusement verrouillé votre cuisine. Vos filets et surtout vos entre-filets, toujours fortement épicés, sont disposés avec goût. Le tout est fumant, saignant à point. Vos invités s'émeuvent. Chacun cherche le morceau de son choix, et ô miracle culinaire ! il le trouvera. Un tel, penchant en faveur des gauloises, lorgnera le croupion. L'autre, poète à ses heures, dégustera la cuisse et celui-ci, enfin, aimant les choses sérieuses, étudiera de près le « Monde » compliqué d'un morceau de carcasse.

A voir tous ces gens se précipiter ainsi sur le mets remarquable, on peut croire qu'il y a « Combat », « Bataille », « Illusion ! » Dès l'aube de ce beau jour — et vous l'avez compris — il s'agit de préparer une flatteuse nourriture, toute prête et mijotée à point, et qui flatte la vue tout autant que le goût.

Le reste importe peu. Et si vos invités, plus tard, souffrent d'intoxication, ils s'en prendront à tous et à tout mais pas à leur canard. Ni à vous.

OLIVE.

AUTOUR DU DEFICIT
DE LA S. N. C. F.

Le problème que soulève le déficit de la S.N.C.F. ne peut être clairement posé que dans le subordonnant à toutes les activités industrielles et commerciales.

Le chemin de fer constitue l'épine dorsale de la nation, et son arrêt, même partiel, provoque immédiatement des répercussions d'une gravité extrême.

Pas un homme, pas une femme, qui ne soit directement ou indirectement intéressé à son bon fonctionnement. Pas un seul atelier, si petit soit-il, qui puisse s'en passer.

Au début de cette année, le déficit — alors de 30 milliards — provoqua de nouvelles polémiques autour de l'éternel problème : rail-tout. Des mesures ont été prises, des lignes secondaires supprimées. Aujourd'hui, le déficit est de 90 milliards ! Cette constatation se passe de tout commentaire !

Il est d'ailleurs malaisé, surtout pour un profane, de savoir à quoi s'en tenir sur la coordination des transports, l'impartialité des études faites à ce sujet étant toujours sujette à caution.

Trop d'intérêts divergents gravitent autour de ce problème : intérêt de l'Etat, intérêt des routiers, des pompiers, garagistes, etc. ; intérêt des employés de la S.N.C.F., intérêt des syndicats, des industriels ; la liste est longue de tous ceux, petits et grands, influents ou non, politiques, techniciens, financiers et travailleurs, qui sont, pour des raisons diverses, avouables ou non, pour le statu-quo, ou pour une réorganisation complète des transports avançant soit le rail soit le route.

Les données du problème sont toutes viciées par l'argent, qu'il s'agisse des dividendes des actionnaires de la Shell ou simplement du taux des retraites de la S.N.C.F., et ce n'est sûrement pas dans cette forêt de Bondy que l'on pourra trouver une solution à un problème dont seul l'aspect technique doit être retenu.

En effet, il importe peu que la S.N.C.F. soit en déficit. Ce qui importe, c'est que les transports routiers ferroviaires, fluviaux et également aériens, soient coordonnés et organisés pour le mieux des intérêts de chacun, c'est-à-dire des intérêts de toute la nation.

Mais dans une société où tout n'est que contradictions, et où ces contradictions sont les seuls éléments moteur de toute activité, il est impossible de résoudre un problème isolément.

Les tarifs de transport marchandises sont d'une complexité inouïe, et nécessitent une formidable armée de comptables et de vérificateurs, et pour un employé qui donne un billet, trois, ou moins, le contrôlent !

On compte environ 170 primes diverses pour les salariés dont l'échelle de barèmes est un indéchiffrable fouillis.

On dira : il n'y a qu'à mettre de l'ordre dans tout cela ! Mais alors on se heurte à des difficultés nouvelles. On ne peut purement et simplement licencier des dizaines de milliers d'employés. On ne peut pas plus « supprimer » les traitements.

Limiter le recrutement n'est pas non plus une solution, pour l'excellent raison que ceux qui ne trouvent pas d'emploi seront chômeurs et à la charge du gouvernement, et la suppression massive de lignes secondaires provoquerait les mêmes incidences.

En fait, le problème ne se trouve ni à la S.N.C.F. ni ailleurs ; il se trouve à la base même de tout le système économique actuel qui souffre un peu partout du même mal.

Du moment que les trains roulent, que les marchandises sont normalement acheminées, que les convois partent et arrivent à l'heure, il n'y a de déficit que dans les chiffres et les chiffres ne signifient rien parce que la monnaie qu'ils représentent ne signifie rien non plus.

A force de tout transporter sur un plan comptable fictif, on finit par perdre totalement de vue les véritables richesses. Seuls comptent les bilans et équilibres financiers, et on s'acharne à rester dans un système où le ridicule le dispute à l'impuissance.

On ne peut pas en fait réduire massivement le nombre des contrôles et employés qui de nos jours encombrant toutes les administrations, qu'il s'agisse

de la S.N.C.F. ou d'un ministère, car ailleurs, il n'y a plus de travail pour eux. Et nous touchons là au problème profond qui condamne, non pas la gestion de la S.N.C.F., mais le système capitaliste tout entier : c'est le problème de la répartition du travail.

Nous avons maintes fois écrit que la gratuité des transports, non seulement faciliterait grandement les choses, mais encore serait source de richesses nouvelles. Si les milliers de poinçonneurs étaient maçons ou mécaniciens, on pourrait rebâtir nos villes, construire des camions, des voitures, des usines ; en un mot, provoquer le démarrage de la société emboîlée dans son régime d'additions et d'états « néant ».

Seul se poserait, et pour un temps limité, le problème de la rééducation de tous les employés.

Mais cette transformation sociale profonde, qui permettrait alors une judicieuse répartition du travail, et du seul travail utile, ne peut-être que le fait d'une révolution libérale.

En attendant, on parle et on parlera longtemps du déficit de la S.N.C.F. et on continuera à faire payer des petits bouts de carton afin que se justifie l'emploi des contrôleurs et du ministre des Finances.

E. A.

Au
Palais-Bourbon

(Suite de la première page)

Etant donné qu'encore jamais le percepteur ne daigna nous informer sur la destination de nos impôts, prenons tout en bloc, occupons-nous du fleuve des impositions et non de son delta aux innombrables et mystérieuses ramifications.

Nous l'avons vu : le déficit est là, béant, menaçant. Mais, chose remarquable, le gouvernement a tout de suite découvert le remède : hausse du prix du gaz, de l'électricité, des transports, du sucre, etc. Encore un autre — il y a ainsi le choix — nouveaux impôts, super-taxes, etc. L'originalité de ces deux moyens n'échappera à personne et afin de les formuler clairement nous les appellerons : le système étron. En effet, vous pompez un peu plus d'argent des poches du contribuable, par le truchement des taxes ou de la hausse des prix et un trou se bouche, hélas ! pour qu'ailleurs immédiatement s'en forme un autre : celui d'une rentrée plus mauvaise de la fiscalité due à la mévente, conséquence elle-même de la diminution du pouvoir d'achat, re-conséquence de nouvelles taxes.

Le cycle est bouclé. L'harmonie complète.

Mais il y a plus grave : à l'approche des élections, certains partis politiques deviennent nerveux et se découvrent des tendances très nettes pour l'intransigence. Le sort du pays est en jeu, n'est-ce pas ? Aussi voit-on radicaux et S.F.I.O. s'accabler mutuellement.

Les « socialistes », aujourd'hui, dénoncent plus ou moins avec les radicaux de s'accommoder avec les « modérés », voire les gaullistes, et de faire ainsi le jeu de la réaction. Ce qui est calomnie pure. En fait, les radicaux sont « libéraux ». Les autres « néolibéraux ». Quant aux « modérés payans », ils seraient plutôt conservateurs. L'ennui, c'est que tout le monde évite de préciser la signification de ces termes. On préfère se répandre en affirmations... verbales. Pour les uns, il faut maintenir le blocage des salaires, pour les autres, c'est le contraire ; même dualité pour les prix. Et tous d'affirmer que ces solutions, diamétralement opposées, auraient d'excellentes répercussions économiques. Qui croire ? Et à quel saint se vouer ?

En attendant, pour corser le tout, la grave question de la dissolution, celle de la réforme électorale, agitent les cœurs. Le pays est en jeu. Ne l'oublions pas !

Et la majorité toute entière des « modérés » aux « socialistes » harcelée de toutes parts, fait vraiment pitié !

Les leaders des diverses tendances ayant déjà enfoncé leur cheval de bataille, qui pour la hausse, qui pour la baisse, qui pour la réforme électorale, ou la dissolution, ou les « économies », sont en lice. Et avec une impétuosité toute juvénile, ils déchirent les liens hier très serrés par Bidault avec tant d'adresse et de persévérance !

Mais ce dernier, selon toute apparence, n'est nullement décidé à laisser les trublions s'agiter de façon aussi désordonnée. Qui sait ? L'histoire du protocole secret entre M.R.P. et R.P.F. serait peut-être un sûr moyen de ramener à la raison tous ces enfants terribles qui se chamaillent autour de la table à la crème des futures élections ? Certes, il y a eu démenti. Calendardine, a dit le général. Bien sûr ! Bien sûr ! Le R.P.F. se compromet avec le M.R.P. ! Foutaise ! Avec les radicaux, passe, encore, mais un Bidault ! Et Bidault de nous faire à peu près le même discours en sens inverse.

Bien sûr ! Bien sûr ! Mais comme on dit : il n'y a pas de fumée sans feu et pas de majorité possible sans pays « réel », c'est-à-dire sans parti tout-puissant, rassemblement de tous les Français de « bonne race ».

Cercle Libéraire des Etudiants

Permanence tous les jeudis de 15 à 20 h.
28, rue Serpente, Paris (8^e).
Conférences-Débats publics, tous les jeudis à 21 h. Café des « Trois Jambes », 34, bd Saint-Germain. Le 17 nov. : L'Enfance et la Guerre, par Michel O.M.A. ; Compte rendu par la délégation du C.L.E.

Petite correspondance

Un camarade fait don d'une cheminée prussienne à camarade nécessaire. Prendre adresse au Journal.

C. A. J.

Le Cercle Anarchiste des Jeunes reprend ses activités.

La causerie de reprise du cycle aura lieu le vendredi 18 novembre, à 20 heures 45, aux Sociétés Savantes.

Nous vous donnerons des précisions supplémentaires dans le prochain numéro du « Libéraire ».

Les Responsables.

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS

1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Etranger chèque postal n° 10000
20 francs et la dernière bande

La Conférence des Trois

(Suite de la première page)

Autrement dit la France devient une sorte de trait-d'union entre les hauts-fourneaux de la Ruhr et la Maison Blanche. Et du même coup, le « combinat » industriel Ruhr-Lorraine apparaît bien comme l'anneau d'un mariage franco-allemand richement doté par l'oncle d'Amérique.

Certes, nous serions les premiers à nous réjouir de ce rapprochement si nous n'étions, hélas ! avertis des dessous lourds de menaces que cache cette politique.

L'accord des « Trois » — France, Angleterre, U.S.A., — concernant l'Allemagne est complet, le point capital des discussions, la production de l'acier, ayant été résolu selon les desiderata américains. Pourtant on se demande à quoi va servir cette production, et pourquoi il ne fut tenu aucun compte des inquiétudes commerciales anglaises. En effet, l'exportation de cette matière pre-

mière a diminué d'environ 17 % et ce, malgré les énormes besoins de l'Europe tout entière. Il eût été dans la « logique économique » d'en restreindre la production et d'atteindre un but triple : « assainir » l'économie allemande, protéger le marché anglais et renforcer la « sécurité ». Mais, et nous l'avons dit dès l'abord, le Pacte Atlantique pose ses exigences et ces exigences sont toutes militaires.

Sans l'Allemagne, plus précisément sans la Ruhr — l'Europe est un corps sans âme, donc rien ne peut et ne pourra jamais se faire si l'on s'obstine à ne pas l'intégrer dans la « communauté européenne ». Laisser ce corps isolé comporte d'autre part de graves dangers politiques dont le plus aigu serait un glissement vers « l'Est ». Mais, d'autre part, se pose le problème de l'absorption de sa production. Or sur le plan reconstruction, les débouchés se rétrécissent partout et dans la mesure proportionnellement inverse où s'élargissent les préparatifs de guerre qu'impose le Pacte Atlantique. La solution saute aux yeux : un journaliste l'avait d'ailleurs déjà signalé dans cette excellente formule : le réarmement de l'Allemagne est contenu dans le Pacte Atlantique comme le germe dans l'œuf.

Personne ne connaît — et pour cause — les plans des stratèges américains. Toutefois, ces jours derniers, on a encore parlé de la « frontière » américaine de l'Elbe, sans doute pour préparer l'opinion à accepter la renaissance officielle des castes militaires hitlériennes. Et du coup — ainsi qu'on l'a très justement écrit, c'est l'Allemagne qui va « protéger » la France ! Décidément le « danger » allemand n'est plus qu'un mauvais souvenir !

Hélas ! le présent est pire. Pire pour le peuple allemand et pour le peuple français. Sans vouloir insister ici sur la mise en route universelle de la guerre, remarquons le cynisme effarant des diplomates, en particulier ceux de Washington.

On veut nous faire croire que l'Allemagne peut s'accommoder de rester scindée en deux blocs, que la paix et la prospérité peuvent régner dans une Europe au cœur de laquelle un peuple de 60 millions d'habitants se voit — ou se verra bientôt — armé et excité à s'entre-tuer pour le compte respectif de la Russie et des U.S.A. !

Mais les militaires des deux clans ne reculent devant rien, même pas devant le grotesque, tant ils sont certains de la puissance de leur domination. S'il le faut, le Rhénan se battra contre le Lésien, et l'un comme l'autre seront accusés de « trahison » s'ils refusent.

Nous venons là de raisonner par l'absurde. Sans doute. Mais cette conclusion découle tout naturellement de la conjonction européenne actuelle. C'est dire qu'elle est également absurde comme tout ce qui se trame dans le monde.

Le vieux pangermanisme est mort. Mais les marteaux-pilons de Krupp sont toujours là. Ils rentrent en scène, et pour le compte de l'impérialisme américain.

Tous les démentis n'y chanteront rien.

Abonnez-vous
au « Libéraire »

Militants !

Défendez le « Libéraire » en contrôlant les marchands de journaux de votre quartier, en contrôlant les centres de diffusion dont l'adresse vous sera donnée à tous les kiosques.

Ne tolérez aucun sabotage dans la diffusion du journal.

Réclamez-nous une carte de contrôleur de presse (envoyez une photo d'identité).

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

Service de librairie chez Laureys Georges, 80, rue Franco-Ferron, à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION

GRUPE LOUISE MICHEL (18^e). — Réunion du groupe jeudi 17 novembre 1949, à 20 h. 30, 20, rue Léon (sous-sol Olympio). Présence indispensable.

COLOMBES. — Le groupe se réunit tous les dimanches matin à 9 h. 1/2, à la salle du Café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbousse, Colombes.

COURBEVOIE. 38, rue de Metz, réunion du groupe tous les 1^{er}, 3^e et 4^e lundis du mois. Les réunions sont ouvertes aux sympathisants.

LIVRY-GARGAN. — Reprise des réunions du groupe les 2^e et 4^e lundis du mois, à 21 h., Salle Noize, en face le stade, autobus, 147, descendre à l'arrêt de la Mairie.

MAISON-ALFORT, CHARENTON et environs. — Réunion le 26 novembre, 40, rue Jean-Jaurès (1^{re} salle) à 21 h. Présence indispensable.

MEUDON. — Appel est fait à tous les camarades désirant aider à la diffusion de nos idées. Pour tous renseignements, s'adresser au vendeur du « Libéraire », tous les mardis, de 14 h. à 20 heures, en face le gare de Meudon-Val Fleury.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Réunion, tous les mercredis, Café du Grand Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil Métro Robespierre.

PARIS EST. — La réunion aura lieu le jeudi 17 novembre 1949 à 21 heures. Concert Pacra, 12, boulevard Beaumarchais, Salle au premier, métro Bastille.

NANTES. — Le groupe Franco-Ferron tiendra sa permanence tous les samedis de 18 à 20 heures, rue Jean-Jaurès, 33. Appel à tous les amis et sympathisants.

TOULOUSE. — Un service de librairie se tiendra tous les dimanches matin, rue du Taur, en face le n° 71.

13^e REGION

F. A. SECTION NORD-AFRICAIN. — Pour tout ce qui concerne le mouvement libéraire spécifiquement nord-africain, prière de se mettre en communication avec BOUKHAN, 6, rue du Roussillon, ALGER.

RÉUNIONS PUBLIQUES
ET CONTRADICTOIRES2^e REGION

PARIS-5^e
(Groupe Sacco et Vanzetti)

Palais de la Mutualité
(pour la salle consulter le panneau d'affichage)

24, rue Saint-Victor
le vendredi 18 novembre, à 20 h. 45

32^e ANNIVERSAIRE
DE LA REVOLUTION
ANARCHISTE D'UKRAINE
LES ANARCHISTES
DANS LA REVOLUTION

Orateurs
Camarades DEVANÇON et DANON

GRUPE DURRUTI

(Levallois, environs, 17^e)

organise un

MEETING COMMEMORATIF

de DURRUTI

(tué à Madrid le 18 novembre 1937)

le VENDREDI 18 NOVEMBRE 1949

à 20 heures 30

Salle Commune de Levallois

28, rue Cavé

(Métro : Pont-de-Levallois)

Salle à 5 minutes du métro. Vendeurs du « Lib » au métro. — Salle chauffée

ORATEURS :

JOYEUX

de la F. A.

Et un camarade

du M. L. E.

COURBEVOIE

38, rue de Metz

le lundi 28 novembre

à 20 heures 45

HORS DE L'EGLISE

POINT DE SALUT ?

Le clergé est invité pour la contradiction

Orateur : FONTAINE

JOIGNY

Dimanche 20 novembre, à 10 heures

Café de la Marine

LA FAILLITE

DU CAPITALISME

Amis et sympathisants, se mettre en

rapport avec SERVIN Marcel,

19, rue Vannereux, à Joigny

MONTREUIL - BAGNOLET

le mercredi 23 novembre, à 20 h. 45.

Café du Grand Cerf

171, rue de Paris

Métro : Robespierre

LA FEDERATION

ANARCHISTE

DANS LA LUTTE SOCIALE

3^e REGION

METZ

L'OBJECTION

DE CONSCIENCE

le 17 novembre, à 20 heures 30

à la Grande Taverne

rue Chaplerue

angle de la rue des Ponts-des-Loges

avec le concours

Un orateur des Citoyens du Monde

Un orateur du Service civil international

Un orateur chrétien

Un orateur du parti S. F. I. O.

Un orateur étudiant

Un orateur de la Fédération Anarchiste

8^e REGION

OULLINS

Salle de l'Eden-Cinéma

rue Pierre-Sernard

Dimanche 20 novembre, à 9 h. 30

POURQUOI NOUS SOMMES

SYNDICALISTES

REVOLUTIONNAIRES ?

par Bernardo POU

10^e REGION

TOURNEUR JOYEUX

La gestion ouvrière est-elle

possible ?

Les connaissances techniques des tra-

vailleurs sont-elles suffisantes ?

11^e ET 12^e REGIONS

BEZIERS

Le jeudi 17 novembre, à 21 h., à la

Maison du Peuple.

GRAISSESSAC

Le vendredi 18 novembre, à 17 h., à

la Maison du Peuple.

LA GRAND COMBE

Le lundi 21, à 17 h. 30, Salle Muni-

cipale.

NIMES

Le mardi 22, à 19 h. au Foyer Com-

munal.

Conférences - Débats

PARIS XV^e. — « Les tendances du

monde moderne et l'idée libérale »,

CULTURE ET RÉVOLUTION

Les Communes Libres en Israël (1)

LEURS CARACTÈRES — LEUR VIE (Kiboutz — Kvoutza — Mochat Ovidim)

Notre Kiboutz est bâti sur le principe : « Chacun travaille selon ses forces et consomme selon ses besoins. »

(« Les Juifs en Israël », A. Revontzki. « De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins. » (Principe anarchiste.)

CONSTATONS, tout d'abord, un fait curieux. La plupart de ces communautés juives ont été fondées par des socialistes autoritaires. En effet, une fois atteinte la possibilité d'appliquer leurs principes, ils se sont vus obligés de repousser le centralisme et de créer des communautés anarchistes. Observons également que, parmi tous les mouvements fondateurs de collectivités, seuls les communistes juifs en Israël n'ont pu créer et faire prospérer un Kiboutz.

De plus, quelque chose de très intéressant à noter : les débuts de cette révolution juive, le retour aux travaux de la terre et à des modes de productivité nouveaux ne sont pas venus du mouvement national mais plutôt d'une révolte sociale réelle à la fin du siècle dernier et à la faveur des idées libérales (narodnik).

La Presse internationale a beaucoup écrit au sujet de la vie constructive du peuple en Israël. Tout le monde est en admiration devant les faits de ces juifs travailleurs qui ont déserté les marécages et les ont transformés en jardins, le sol caillouteux, en vergers et les déserts en lieux d'habitation. Mais actuellement, comme toujours d'ailleurs, tous ces journalistes et écrivains oublient de spécifier que ce qui est beau et positif dans les collectivités est dû au principe anarchiste qui les ont influencées, c'est-à-dire : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. Ce principe est le fondement de chaque commune libre.

Beaucoup de ces bâtisseurs ont étudié la théorie et la pratique anarchistes et ceci leur a donné la force nécessaire pour réaliser un type élevé de collectivité sociale qui n'a pas son pareil au monde.

Des centaines de Juifs avaient quitté leurs écoles, leurs foyers et leurs habitudes, pour émigrer vers l'ancienne Palestine, sous la conquête turque, afin d'y faire une vie nouvelle. Au même moment, en Amérique du Nord et en Argentine des essais furent tentés pour installer des collectivités. Mais ces essais ne furent pas concluants. Par contre, en Palestine, la même expérience, après bien des pénibles efforts, fut couronnée par le succès.

Il existe dans le monde peu d'institutions anarchistes aussi constructives et aussi concluantes. On peut affirmer en effet que le véritable et libre anarchisme est à la base de ces collectivités. Il faut ajouter aussi que les soixante-dix dernières années de construction communautaire, en Palestine, ont été accomplies sans l'intervention d'aucun Etat, sans violence ni autorité suprême. C'est par la volonté personnelle de chacun que le but a été atteint.

Actuellement, après les récents événements d'Israël et l'instauration d'un gouvernement, on sent la nécessité d'un mouvement anarchiste, on pressent aussi la formation de groupes d'activité anarchiste, dont la tâche serait de défendre toutes les institutions à caractère coopératif, afin qu'elles ne tombent pas sous la machine gouvernementale. Le mot d'ordre est la décentralisation, par l'intermédiaire d'organismes populaires, contre la prise par l'Etat des fonctions vitales.

Il y a en ce moment 3.000 policiers en Israël. Leur budget atteint un chiffre égal à celui de l'instruction et de la santé publique. Il serait souhaitable que les Israéliens prennent connaissance et s'imprègnent bien de ce contraste existant.

ETRENNES 1950

La nouvelle année approche et avec elle les traditionnelles étrennes.

Bien que nous ne soyons pas conformistes, il est des traditions qui nous donnent l'occasion de manifester nos sentiments à l'égard d'un parent, d'un ami.

Rien ne sera plus apprécié qu'un livre relatant les origines du mouvement anarchiste sans luttres à travers les 150 dernières années, ses forces et ses espoirs.

Bientôt paraîtra « L'Histoire du mouvement anarchiste », d'Alain Sergent et Claude Harmel. Ne manquez pas de le lire, de l'offrir. Vous ferez plaisir à un ami et vous aiderez puissamment notre « Libertaire », un bénéfice important lui revenant sur la diffusion de ce livre.

(Le prix sera donné dans le prochain numéro.)

tant entre les institutions étatiques et communautaires. Il faut que se poursuive la lutte pour la tolérance et la liberté et que soit encouragé le travail commun avec les Arabes, stimulant nécessaire pour les tâches constructives.

En Israël, il existe à l'heure actuelle, quelques formes de collectivités qui sont connues sous les noms de Kvoutza-Kiboutz et Mocha-Ovidim. Les Kvoutza sont les communautés les plus progressives. Elles comprennent un nombre restreint de membres, 1.000 à 1.200 femmes et hommes en état de travailler. Durant la période de préparation, les futurs collectivistes font connaissance en travaillant côte à côte et en vivant pendant une assez longue période en « groupe fermé ». Grâce à cette vie essentiellement communautaire, ils ont la possibilité de s'adapter les uns aux autres. Beaucoup d'idéalisme, de tolérance et de patience sont nécessaires et un gros effort est demandé à chacun pour surmonter les difficultés de la période préparatoire.

Il n'est guère facile, en effet, pour des jeunes gens élevés dans la société capitaliste, de vivre dans une collectivité selon des principes quotidiennement appliqués et environnés des mêmes compagnons.

S'adapter à l'endroit qui leur est concédé pour construire la Kvoutza exige énormément de courage et de volonté vu la nature inclemente. L'endroit est souvent désertique, un sol pierreux ou sablonneux, en friche, doit être nettoyé et préparé à la culture ; il faut installer l'eau, faire des plantations et construire des habitations pour les hommes et les bêtes.

Ces difficultés, les jeunes juifs citadins les ont surmontées, et il y a à présent de magnifiques exemples de communautés florissantes qui n'ont pas leurs pareilles au monde. « Réellement, écrit A. Ravoutzki, dans son livre « Les Juifs en Israël », les Kvoutza sont considérées comme des oasis socialistes dans le désert capitaliste. Il y a une très grande différence, dit Ravoutzki, entre la Kvoutza en Israël et le Kolkhoze en Russie. Ceci s'explique aisément par leurs origines et leurs buts. Le Kolkhoze est un instrument de la politique gouvernementale et n'existe que par la violence de l'Etat totalitaire. Les Kvoutza, au contraire, sont un résultat d'une volonté individuelle qui a choisi librement ses formes de collectivité.

LA VIE INTERIEURE D'UN KVOUTZA

Les membres de la commune n'ont pas de propriété privée reconnue. Elle n'est tolérée uniquement pour les objets personnels. Tout appartient, d'une manière égale à tous. La Kvoutza est la propriété de tous et chaque membre a le droit de jouir de tout à titre égal. Nul ne peut prétendre à des privilèges spéciaux. Les travaux des champs sont obligatoires pour tous et nul ne doit se soustraire au travail, sauf les malades, les gens âgés, les enfants. Certains travaux sont accomplis à tour de rôle. Chaque membre reçoit sa part égale dans la distribution des produits, vêtements et autres objets, y compris le tabac pour les fumeurs. C'est ainsi que sont assurés les besoins de tous. Personne ne perçoit de salaire et la distribution des denrées et effets se fait sans argent. Le nettoyage, l'essive, l'accommodage est effectué par tout le monde. Le centre d'attraction de tous est la salle commune et la maison des enfants.

Nul ne reproche à son camarade de consommer davantage ou de travailler moins ou trop lentement. Personne ne peut prétendre avoir gagné davantage, ce sont les forces réunies de toute la collectivité qui ont atteint le but.

Les communautés libres sont basées sur la liberté totale. Les décisions sont prises par tous, les questions et problèmes sont tranchés par des réunions fréquentes et les responsables du moment peuvent à tout instant être remplacés. Leurs droits sont d'ailleurs restreints.

Les membres sont actifs dans les différentes commissions concernant l'ac-

BORDEAUX

STAND DE LIBRAIRIE

La Librairie Sociologique de Bordeaux contient des ouvrages et brochures d'une haute valeur éducative, culturelle.

Elle possède un grand choix de livres intéressants qui sont vendus aux meilleurs prix.

Cette Librairie Sociologique a son stand installé au marché sur les Fossés au cours Victor-Hugo, face au no 80, Cycles Reboul, régulièrement tous les dimanches, de 9 h. à 13 h.

tivité culturelle, les travaux des champs, la santé, l'éducation des enfants, la construction et la garde de la Kvoutza. Chacun a droit aux vacances et au repos. Les enfants sont élevés à l'intérieur de la commune, et des facilités sont accordées pour ceux qui désirent étudier. Une aide est prévue pour les familles nécessiteuses des membres de la Kvoutza résidant à l'étranger. Extérieurement, la Kvoutza traite commercialement avec des coopératives pour la vente et l'achat. Les produits sont vendus moyennant argent et ces ressources financières sont utilisées à l'achat des objets nécessaires, le cheptel mort et vif, par exemple.

Les femmes sont à égalité avec les hommes. Elles prennent part à tous les travaux, à la cuisine et aux champs. Après avoir travaillé un temps à divers travaux, on attribue à chacun une occupation spéciale : s'occuper des champs, du bétail, du poulailler, des ruches, des arbres fruitiers, des ateliers.

Dans la Kvoutza, il règne une initiative individuelle et une liberté absolue, tout étant basé sur le bon sens et la bonne volonté de chacun.

La direction intérieure, au début imparfaite, s'est améliorée. On commençait par muter les responsables tous les mois ; actuellement, les mutations sont annuelles. Tout ceci se passe en assemblées où tout le monde prend part.

La vie en commun dans la Kvoutza a facilité les problèmes de direction, la confiance et la compétence ont remplacé l'autorité.

(Suite prochain numéro.)

LA FÊTE DU "LIB"

MAGNIFIQUE SUCCÈS

A grande fête annuelle de notre journal a rassemblé dans la grande salle de la Mutualité plus de 2.000 spectateurs qui ont souligné d'applaudissements de bon aloi les phases particulièrement brillantes d'un programme heureusement équilibré.

Aux chœurs parisiens Jean Marsac, Robert Rocca, Léo Campion, vedettes du Paris qui s'amuse avec esprit et animateurs pleins d'entrain de nos spectacles, était venu s'ajouter Pierre Dac, heureux de retrouver un public qui avait eu avant la guerre maintes occasions de l'apprécier. Et il était réservé à Paulette Goddard de nous démontrer que dans cet art « rose » une « Montmartroise » pouvait, sans être dépaycée, affronter le « compagnonnage » de ce redoutable « quatuor ».

Dessinant des personnages à la Dubout, alliant la verve à la cocasserie, les Garçons de la Rue déchirèrent un enthousiasme général, récompensé bien mérité d'un numéro excessivement bien monté où l'on sent un « fini » fruit d'un travail acharné.

Léo Ferre resta Léo Ferre c'est-à-dire un des meilleurs animateurs d'une Radio où le Léo Ferre est malheureusement trop rare.

Les fables d'Henri Murray, imitateur de talent, valent plus encore par la « manière » de l'artiste que par leur contenu propre.

Tout le monde connaît Yves Deniaud ; la silhouette de turiste qu'il a campé pour nous est un chef-d'œuvre de malice et d'observation et en prêtant à son personnage le langage des « truands » qui jaspent l'argot, Deniaud a su ravir un auditoire dont il est un peu l'enfant chéri.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

ESSAIS - PHILOSOPHIE

Han Ryner : Crépuscule, 120 fr. (150 fr.). Dans le Mortier, 120 fr. (150 fr.). Amant ou Tyrant, 120 fr. (150 fr.). Songes Perdus, 120 fr. (150 fr.). La Souffrance et le Veston, 120 fr. (150 fr.). Bouche d'Or, 120 fr. (150 fr.). La Tour des Peuples, 120 fr. (150 fr.). Les Orgies dans la Montagne, 280 fr. (310 fr.). Le Père Digne, 75 fr. (105 fr.). Les Apparitions d'Alphonse, 75 fr. (105 fr.). Chère Pucelle de France, 60 fr. (90 fr.). L'Amour Plural, 60 fr. (90 fr.). Le Sphinx Rouge, 150 fr. (195 fr.). La Vie Eternelle, 60 fr. (90 fr.). Déterminisme et Libre Arbitre, 20 fr. (30 fr.). Petite Causette sur la sagesse, 40 fr. (55 fr.). Maltitude (en espagnol), 60 fr. (90 fr.). L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.).

EDUCATION SEXUELLE NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education Sexuelle, 250 fr. (300 fr.). G. GIROUD : Compuls, 240 fr. (310 fr.). A. JOUENNE : Une Expérience d'Education Nouvelle, 60 fr. (90 fr.). M. MARTINET : Culture Proletarienne, av. fr. (220 fr.). G. ARDILLAN : Les Oiseaux, 200 fr. (260 fr.). L'Education Sexuelle et l'Amour de la Femme, 150 fr. (180 fr.). La véritable Education sexuelle, 300 fr. (395 fr.). M. Max Stirner : L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.).

PEDAGOGIE

S. A. T. : Grammaire espéranto, 120 fr. (150 fr.). G. GIROUD : Compuls, 240 fr. (310 fr.). A. JOUENNE : Une Expérience d'Education Nouvelle, 60 fr. (90 fr.). M. MARTINET : Culture Proletarienne, av. fr. (220 fr.). G. ARDILLAN : Les Oiseaux, 200 fr. (260 fr.).

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. ROESTLER : Croisade sans Croix, 200 fr. (260 fr.). D. Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.). La Mère de la Terre,

En France, depuis la signature du Traité de Versailles la moyenne d'hommes se trouvant sous les drapeaux a été de 500.000, et avec le travail des arsenaux et de toutes les industries travaillant directement et indirectement pour la guerre, c'est environ un million de personnes qui, d'une façon permanente, furent soustraies à la production utile, et par là même, au chômage. Cependant, ce million de personnes dont la proportion sur la population active était de 1 à 21, et la production inutile qu'une partie d'entre elles apportaient, absorbait le dixième du revenu national. Comme elles ne fournissaient ni biens de production, ni biens de consommation, la dette n'en était que plus grave. Ce n'était pas un capital : c'était un gouffre.

Toujours en 1936, le personnel des banques et des assurances s'élevait à 377.900 personnes. Dans une société où la seule reconnaissance du droit à la vie rendrait inutile ce système onéreux et aussi compliqué qu'imparfait des assurances, et où l'organisation bancaire serait énormément réduite, sinon supprimée, nous pouvons assurer que les trois-quarts de ce total pourraient être dirigés sur des fonctions beaucoup plus utiles.

Les professions dites libérales sont d'une plus grande complexité. Il n'est guère facile d'établir le nombre de juges et d'avocats à l'affût des procès, de notaires, de comptables, de hauts bureaucrates, de techniciens perdus dans les administrations d'Etat. Mais nous voyons, quoi nous en tenir sur leur utilité réelle.

Nous avons vu que les statistiques de 1936 accusaient encore 759.000 personnes employées dans le service domestique. Elles sont probablement plus nombreuses, et on appréciera mieux la signification de ce chiffre en pensant que des domestiques sont au service de gens qui généralement pourraient très bien faire eux-mêmes leur travail ménager, et apporter aussi leur effort à la production.

Abordons maintenant un autre aspect du problème. Les statistiques de 1936 at-

tribuaient à la France une population totale de 41.183.000 habitants. Sur cet ensemble, le nombre de personnes actives, utilement employées ou non, était de 20.260.000 dont 12.940.000 hommes et 7.320.000 femmes. Observons que le vieillissement de la population, le vieillissement, figurent dans ce classement général.

Nous prendrons comme âge-base

par Gaston LEVAL

quinze ans. Beaucoup d'enfants travaillent plus tôt. Leur nombre compense une partie des vieillards qui ne travaillent plus.

De 0 à 15 ans, il y avait en France 10.180.000 habitants. La majorité se composait de 31.003.000 personnes, dont 20.260.500 — hommes, 12.940.000, femmes, 7.320.000 — faisant un travail quelconque, au sens où on l'entend communément. Il restait 10.742.500 personnes.

On peut expliquer en partie ce chiffre par la permanence de la femme mariée au foyer. Or voici comment apparaissent, en grandes lignes, les occupations sociales de la femme en 1936 :

Femmes en âge de travailler	
(15 ans et plus)	16.332.000
Femmes mariées	9.619.000
Femmes célibataires (au-dessus de 15 ans)	6.713.000

Si nous calculons qu'au moins la moitié des femmes travaillant étaient mariées, nous aurions, en y ajoutant les célibataires, un total de 11.567.000 ne pouvant s'occuper à une tâche quelconque hors de la maison.

Et comme il n'y avait que 7.320.000, on peut en déduire que 4.247.000 femmes vivaient de l'effort d'autrui.

Du côté masculin, le parasitisme absolu s'exprime par ces chiffres : hommes en âge de travailler : 14.671.000 ; hommes occupés à une activité sociale ou antisociale : 12.940.000. Hommes non occupés : 1.731.000. Et encore ne chicanons-nous pas sur certaines personnes socialisées et qui ne le sont pas, des hommes et femmes de cette dernière catégorie font un total de six millions de personnes.

Procédons maintenant à une récapitulation générale du parasitisme français, toujours en nous basant sur les données de 1936 à 1938, c'est-à-dire d'une période normale de la vie de ce pays :

2.800.000 commerçants et employés qui ne travaillent pas ; 1.000.000 de militaires et d'ouvriers de guerre ; 200.000 employés d'assurance, banques, 750.000 domestiques ; 500.000 personnes figurant aux professions libérales, dont 120.000 prêtres, rabbins, pasteurs, secourus de charité, etc. ; 6.000.000 de personnes oisives auxquelles il faut ajouter 500.000 chômeurs.

Ce qui nous donne un total de 11.759.000 personnes.

En admettant que dans une économie mieux organisée, dans un monde plus juste, il faudrait toujours des hommes et des femmes chargés de la distribution au lieu des commerçants actuels ; en tenant compte que 500.000 commerçants des villages et de bourgades s'occupent aussi à d'autres travaux, et sont des demi-commerçants, ce qui permet de déduire globalement de 250.000 personnes de ce genre d'activité, il ne reste pas moins que l'excédent était de 1.550.000 personnes en 1936, mais qu'il est après la guerre de 2.750.000 personnes.

Au total, il y a environ aujourd'hui de 12.500.000 à 13 millions de personnes non occupées ou occupées à des fonctions sociales parasitaires. Mais une analyse des professions, même manuelles, exercées par bien des gens, nous prouverait que le mal est beaucoup plus grand.

D'autre part, il faut observer que le nombre des « personnes actives » diminue continuellement. Pour une population qui est restée stationnaire, il était de 21.720.000 en 1921, et de 20.261.000 en 1936.

Différence de plus d'un million et demi de personnes — en majorité des femmes

SERVICE DE LIBRAIRIE

110 fr. (140 fr.) ; Le Bachelier, 110 fr. (140 fr.). L'Insigne, 110 fr. (140 fr.). Gabriel Giroux, Paul Robin, 180 fr. (210 fr.). E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.). XX. : Francisco Ferrer Anarchiste, 10 fr. (20 fr.).

SYNDICALISME

G. Yvetot : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.). Griffuelhes : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.). F.A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 15 fr. (25 fr.). E. Rotot : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 240 fr. (270 fr.). P. Bernard : L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.). Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). XX. : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). J. Rennes : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.).

PHYSIQUE - BIOLOGIE SOCIOLOGIE, ETC...

Buchner : Force et Matière, 240 fr. (285 fr.). Haackel : Histoire de la Création, 400 fr. (470 fr.). R. H. Huxley : Du Singe à l'Homme, 180 fr. (210 fr.). Darwin : L'Origine des Espèces, 420 fr. (490 fr.). Dr Dodel : Mousse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). A. Lorulot : Crimes et Sociétés, 125 fr. (155 fr.). G. Matise : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.).

Prenez d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si les colis n'ont pas été recommandés. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULEN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X), C.C.P. 5561-76.

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

Hern Day : Francisco Ferrer, 30 fr. (40 fr.). F. Planché : Louise Michel, 150 fr. (180 fr.). Kropotkine, 210 fr. (240 fr.). Durand, 150 fr. (180 fr.). Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 240 fr. (270 fr.). Lecoq : De Prima à prison, 160 fr. (190 fr.). J. Humbert : Eugène Humbert, sa vie, son œuvre, 350 fr. (395 fr.). Sébastien Faure, 180 fr. (210 fr.). Jules Valès : L'Enfant,

— qui n'étaient généralement pas mères de famille.

A cet immense parasitisme, il faut ajouter le travail inutile difficile à déceler.

Citons quelques exemples. En 1935, Michelin chiffrait à 780.000 le nombre de personnes vivant de l'automobile. Sur ce total, 80.000 seulement travaillaient dans les usines ; 155.000 étaient des garagistes, vendeurs et réparateurs ; 60.000 employés aux accessoires, il y avait 440.000 chauffeurs et 45.000 distributeurs d'essence.

Il n'est pas exagéré de dire que sur ce total, au moins 400.000 pouvaient être retirés des groupes des six groupes non producteurs, particulièrement des chauffeurs conduisant des autos de luxe et de tourisme pour des patrons ou des patronnes qu'il faudrait envoyer au travail.

En 1938, les constructions électriques comptaient 101.000 ouvriers et 35.800 employés ; un employé pour moins de trois ouvriers ; en 1945, 69.400 ouvriers et 31.100 employés ; presque un employé pour deux ouvriers.

Dans l'industrie du pneumatique, on comptait, dans la même année, 14.640 ouvriers et 4.900 employés.

Cette proportion n'est pas excessive. D'après la collection Dosse, on comptait en 1937, 3.025.000 employés publics et privés et 6.257.000 ouvriers.

D'autres professions sont nettement parasitaires, fruits du capitalisme et de la concurrence. Prenez la réclame commerciale mobilisant dessinateurs, imprimeurs, colleurs d'affiches, courtiers, représentants de commerce, agences, dépensant en papier, encre, voyages, automobiles, essence, pour pousser à la vente des articles de modes, des produits de beauté, etc., que la suggestion de la réclame et le snobisme commercial cultivé tendent à rendre nécessaires en créant des besoins artificiels (1).

Nous ignorons combien des 3.025.000 employés enregistrés en 1937 resteraient à leur poste dans une société raisonnablement organisée. Mais la pression très nette que probablement la moitié pourrait remplir des fonctions socialement plus utiles.

Tout cela nous mène à 14.000.000 ou 15.000.000 de parasites, oisifs, ou non oisifs, dont certains à leur corps défendant, conséquence inévitable de cette organisation sociale. Si l'on veut, par une considération souvent discutée, éliminer la femme de ce calcul, le nombre des parasites est de dix à onze millions.

(1) En 1938, les frais de publicité se sont élevés en France à 2 milliards 200 millions de francs. Or le budget de la Santé publique n'a été que de 1 milliard 467 millions, celui de l'Agriculture, 573 millions, des travaux publics d'un milliard 728 millions ; de la marine marchande de 935 millions. Tel est le judiciaire emploi des ressources de l'économie.

FIN.

En Tchécoslovaquie

La délation est recommandée

« Non seulement, nous, policiers, devons faire preuve de vigilance, mais toute la population doit être mise en garde contre les ennemis de la République, surveiller tous les éléments suspects et les signaler immédiatement à la police. »

Non, ce n'est pas un fonctionnaire de la Gestapo qui déclare cela. Ce n'est pas d'avantage un milicien prononçant un discours au nom de l'Etat français et du défunt Nouvel Ordre européen. Ce n'est qu'un fonctionnaire tchèque de la démocratie chère à Frachon et Thorez déversant sa haine hystérique sur tous ceux qui veulent rester libres de ne pas obéir au vénéré Joseph Staline. Et « Rude Pravo », organe du parti communiste de Tchécoslovaquie, le 17 septembre 1949, d'approuver bruyamment.

Cela s'appelle mouchardage, délation, crime... Celui qui eût employé un tel langage sous l'occupation aurait été exécuté par les Résistants.

Aujourd'hui, en démocratie populaire, il ne risque que la croix des bons serviteurs.

LYNX.

COOPÉRATIVE D'ÉDITION DU LIBERTAIRE

"Le Communisme" de C. Leval

Magnifique brochure de 72 pages au prix de 40 fr. 1 Franc 55 fr. Par 12 brochures, 320 fr. Franco 390 fr. ; par 24 brochures, 640 fr. Franco 760 francs ; par 36 brochures, 960 fr. Franco 1.120 fr.

Ajouter 25 fr. si vous désirez les colis recommandés. C.C.P. Paris 4.730-94. A Moine, 10, rue Bichat, Paris (10^e).

Le produit de la vente de cette brochure est destiné à éditer la brochure de langue allemande « Wege zur Freiheit ».

La résolution

Ont participé soit au titre d'invités, soit d'observateurs ou en tant qu'individu à la Conférence nationale du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste des 12 et 13 novembre 1949 :

L'Ecole Emancipée (fraction de la Fédération de l'Education nationale), la Fédération nationale des Syndicats Autonomes, les ouvriers et employés Métallurgistes Autonomes de la Région Parisienne (F.N.S.A.), la Fédération générale des Fonctionnaires Autonomes, l'Unité Syndicale (tendance minoritaire C.G.T. et F.O.), la Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.), la Minorité C.G.T. des Produits Chimiques (Paris et Haute-Savoie), la Minorité F.O. des P.T.T. (Paris), la Minorité C.G.T. du Livre, Le Syndicat Autonome des Travailleurs du Livre (F.N.S.A.), le Syndicat autonome des Journalistes (F.N.S.A.), les Fonctionnaires autonomes (F.N.S.A.), le Syndicat autonome des Métaux de Tours, la C.N.T., le Syndicat du Timbre autonome (F.N.S.A.), le Syndicat autonome du Stylo (F.N.S.A.), Syndicat autonome de la Radiodiffusion, l'Union départementale F.O. du Maine-et-Loire, le Syndicat national des Instituteurs du Rhône, les Cartels d'Unité d'Action Syndicaliste du Rhône, de l'Hérault, la Fédération syndicaliste des P.T.T.-F.O., le Syndicat démocratique Renault et de nombreux militants dont Lebourne (F.O.), Lapeyre (F.O.), Lacaille (Syndicat des Cheminots du S.O.), Ruffier (Cartel international de la Paix).

En conclusion de ses travaux, la conférence a adopté la résolution suivante et désigné un

COMITÉ NATIONAL PROVISOIRE D'UNIFICATION SYNDICALISTE

VOICI le texte de cette résolution :

Le patronat français, après avoir reconstitué son appareil de combat, se prépare, avec l'appui du Gouvernement, à intensifier la bataille contre la classe ouvrière à l'occasion de la discussion des conventions collectives.

C'est un fait que la classe ouvrière française dans sa division présente court le risque d'une défaite ou d'une aventure seulement profitable aux forces totalitaires de droite ou de gauche.

C'est un fait également que toute invitation émanant de l'une quelconque des centrales ou organisations syndicales existantes en vue du rassemblement dans son sein des masses laborieuses est actuellement vouée d'avance à l'échec.

Seul un large front unique des forces syndicales réelles, organisées démocratiquement en partant de la base et sous son contrôle permanent, peut assurer la victoire aux travailleurs sur le terrain des revendications vitales.

Seul un tel front unique est capable, dans l'action directe, de préparer une véritable unification des travailleurs au sein d'une confédération démocratique indépendante à la fois des partis, des Gouvernements et de l'Etat.

Seule, en effet, une telle confédération unifiée permettra aux travailleurs d'atteindre l'objectif fondamental du mouvement syndical qui est l'abolition du salariat et du patronat privé ou étatique.

En conséquence, la conférence nationale lance un appel solennel :

A toutes les minorités syndicales organisées, à tous les syndicats, à toutes les unions départementales et à toutes les fédérations se réclamant du syndicalisme lutte de classe pour participer aux travaux du Comité d'unification syndicaliste;

A tous les travailleurs pour qu'ils s'organisent dans le cadre de leur lieu de travail afin de créer un large mouvement d'unification sur la base du programme de revendications adopté par la Conférence.

La Conférence reçoit les saluts amicaux des Cartels du Doubs, de la Gironde et du Syndicat de la Radiodiffusion de Bordeaux.

La presse révolutionnaire était aussi présente : Révolution prolétarienne, Le Libérateur, La Vérité, Perspectives, Confrontation internationale, Action ouvrière, Unité Syndicale et Défense de l'Homme.

Deux journalistes américains et un anglais assistèrent aux débats.

Revue de Presse Syndicale

UNE prime de trois mille francs versée chaque mois à tout salarié, telle est la formule qui, selon la C.G.T., résoudrait le problème des salaires : en attendant l'application des problèmes conventionnels collectifs, nouvelle panacée universelle.

Ecoutez plutôt F. Leriche, de la Vie Ouvrière, commentant le récent décret ministériel :

Cette prime — de 3.000 fr. pour les salariés au-dessous de 12.000 fr. et dégressive pour aboutir à zéro à 15.000 francs — n'est payable qu'un mois seulement.

...C'est une prime créée des injustices à la fois révoltantes et bouffonnes...

En province l'abaissement de zone joue...

Il en est de même pour les réductions de salaire pour infirmité...

Ainsi c'est la consécration du blocage rigoureux des salaires.

...Et plus loin « constructif » :

« Eh bien, je crois que tous les travailleurs C.G.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C., inorganisés, nous sommes tous d'accord hein ! pour apporter à ce chef-d'œuvre-là quelques petites corrections ! »

1° Il faut que la prime soit intégrée au salaire de base pour tous les salariés quel que soit leur salaire et ce y compris pour les fonctionnaires, les services publics, les collectivités publiques.

2° Que cette prime soit versée tous les mois en attendant la révision générale des salaires et traitements garantis par l'échelle mobile que nous exigeons.

Et enfin, en conclusion, une discrète allusion au soutien des « élus du peuple », lisez communistes :

C'est aussi le meilleur moyen de soutenir les élus du peuple qui, au Parlement, luttent à vos côtés.

Ce que Leriche reproche le plus à cette prime c'est d'une part, de n'avoir effet qu'au seul mois de novembre, et de ne pas être attribuée à tous les salariés d'autre part. Il ne lui vient surtout pas à l'idée qu'elle serait insuffisante. Aussi reconnaît-il — implicitement du moins — que le manoeuvre ou l'employé percevant un salaire mensuel de 12.500 fr. auraient leur suffisance avec 15.500 fr. par mois (n'oublions pas qu'en 1948 la C.G.T. avait fixé, chiffres à l'appui le minimum vital à 12.000 francs).

Marcel Paul et Coizot durent frémir en lisant l'article cité plus haut : consécration du blocage rigoureux des salaires ? Ce Leriche... un futur candidat aux élections ?

On est imbu de sa personne à Force Ouvrière :

Pour que notre Comité confédéral national, comptable des décisions de la C.G.T.-Force Ouvrière, organisation qui se veut sérieuse et sensée et qui l'est, ait pris la décision de principe d'un arrêt du travail en vue d'appuyer une revendication concernant les salaires, il faut que la situation l'exige et

que soit grand le mécontentement des travailleurs.

Démagogique la demande d'octroi d'une indemnité de trois mille francs ? Lourde, peut-être ? Mais qu'il n'exécute pas, et de loin, ce qu'il est possible de dégrader au bénéfice des salariés dans une économie où chaque consommateur aurait sa juste part des produits du travail.

Pour une fois Bothereau a raison. Il faut en effet que la position de la centrale réformiste soit critique pour qu'elle se lance — en paroles — à la tête d'un mouvement de grève générale — limitée à 24 heures toutefois. J'ai le droit d'être sceptique, car cela fait déjà plusieurs mois que F.O. parle, frônant les sourcils, de cette « grève d'avertissement ».

Si j'ai bonne mémoire les fonctionnaires avaient — eux aussi — fait une grève d'avertissement. Il faut croire que l'avertissement ne semblait pas inquiéter le gouvernement car depuis, la demande de reclassement, but de ce débrayage — ne figure plus que sur le papier.

E. Reynaud dans Le Peuple (C.G.T.) adjure les travailleurs de l'alimentation de s'unir sur le programme suivant dans lequel il est accordé une large place aux « revendications ouvrières » :

Cesser la course aux armements ; Réduire le budget de la guerre ; Cesser la guerre au Viet-Nam ; Dénoncer le plan Marshall et le Pacte Atlantique ;

Cesser les provocations contre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires ; Vivre en bonne amitié avec tous nos alliés et avec tous ceux qui sont pour la paix ;

Travailler pour la paix et dénoncer les fauteurs de guerre ; Satisfaire les légitimes revendications des travailleurs et revaloriser leur pouvoir d'achat.

Cesser la course aux armements ? d'accord !

Mais pourquoi la C.G.T. n'a-t-elle pas pris position à cet effet après la libération ? Elle en avait alors les moyens. Elle ne l'a pas fait, elle est donc complice.

Et puis, quel était le but d'une dégradation de membres autorisés de la

PRÉCISION

Le Syndicat autonome des Travailleurs du Livre fait savoir que le camarade BEZANÇON, de la C. C. T., n'a rien à voir avec le groupe BESANCON, composé d'un certain nombre de syndiqués partis de la Fédération du Livre dès le lendemain du Congrès de Bordeaux et adhérent au S. A. T. L. Ceci afin d'éviter tout quiproquo. Dans peu de temps paraîtra la liste des groupes et des localités où le Livre Autonome a pris pied.

Adressez le courrier : 20, rue Santeuil, Paris (5^e).

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

LA CONFÉRENCE NATIONALE du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste

LES 12 et 13 novembre 1949, comme nous le signalions à nos lecteurs et amis dans le dernier numéro du Libéraire s'est tenue la Conférence nationale du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste.

Le premier jour fut sans histoire puisqu'il s'agissait de parler de l'année écoulée, du bilan tant financier que d'activité. Boucher (Livre Autonome) présenta le premier rapport, celui d'activité. Cela permit à la C.N.T., présente, de confirmer devant tous les militants la position de repli sur elle-même prise par son Congrès des 30, 31 octobre et 1^{er} novembre. Cela permit aussi à Perrier (Secrétaire de l'U.D.-F.O. du Maine-et-Loire), de prôner l'unification du mouve-

ment syndical en établissant des liens entre ceux qui veulent redonner au syndicalisme son vrai visage, tout « en espérant que le rassemblement final pourrait se réaliser dans Force Ouvrière » où l'on peut s'expliquer.

Lambert (Unité Syndicale) présenta, l'après-midi, le rapport sur les revendications. Celles-ci sont, à quelques variantes près, identiques dans l'esprit sinon dans la lettre à celles qui constituèrent la base du programme minimum d'action, il y a 1 an. Les mots furent définis. Les chiffres poussés (1).

Il est clair et simple. Il est syndicaliste et révolutionnaire.

Alors que le 12, toute la journée, le nombre des délégués et auditeurs avait été assez restreint

(ce jour était récupérable pour beaucoup et les instituteurs assistaient au Congrès de la Fédération de l'Education Nationale), le 13 vit la salle D des Sociétés Savantes (150 places), trop petite pour contenir les curieux et les représentants des diverses organisations convoquées. Il s'agissait, il est vrai, du gros morceau : le rapport d'orientation.

Grau (Produits Chimiques-C.G.T.), présenta le rapport et conclut en appelant à la formation d'un Cartel très élargi, chargé de recréer le climat nécessaire à la formation d'une centrale syndicale démocratique, lutte de classes, indépendante des partis, des gouvernements et des Etats.

Lefebvre (Unité Syndicale), se prononça pour l'unité à la base sans qu'il soit question de Centrale.

Limou (F.N.S.A.) déclara, au nom des Autonomes, que la création de cette Centrale était une nécessité vitale, mais que présentement elle semblait difficilement réalisable du fait de la défection Cénétiste et de la situation de l'Ecole Emancipée.

Perrier renouvela ses déclarations de la veille, spécifiant bien qu'il ne quitterait pas F.O., mais qu'il approuvait la tentative et les efforts des camarades du Cartel. Qu'il les aiderait de son mieux.

Valière (Ecole Emancipée), au nom de sa tendance (12 % environ de la F.N.), se prononça aussi contre la création immédiate d'une Centrale, mais assura tous les présents de son désir de développer à la base les cartels locaux et régionaux.

Joyeux (Presse révolutionnaire),

tout en regrettant que tous les syndicalistes révolutionnaires ne soient pas à la C.N.T., fut du même avis que Valière. Il attira l'attention des présents sur la nouveauté de la revendication immédiate et se prononça pour la revendication révolutionnaire, à caractère gestionnaire.

Diot (Syndicat national des Instituteurs du Rhône), mit la Conférence au courant du travail fait par le Cartel de Lyon.

Archambaud (Autonomes Tours), (U. Syndicale), Boucher, Lambert, Juliot et beaucoup d'autres orateurs que nous nous excusons de ne pouvoir nommer, faute de place, vinrent préciser leur position et celle des syndiqués qu'ils représentaient. Une commission nommée par les délégués des groupes et syndicats se réunit et très rapidement se mit d'accord sur le texte que nous avons placé en éditorial syndical.

Pendant ce temps, la Fédération des Travailleurs du Rail C.N.T. (membre du Cartel) et une forte minorité cégétiste de la S.N.C.F. formaient un Cartel professionnel renforçant l'action de l'une et de l'autre des organisations.

Le texte de la résolution fut voté à la quasi-unanimité.

Le Comité national provisoire d'unification syndicaliste est né. Nouvelle étape en avant pour la reconstruction d'un syndicalisme débarrassé des politiciens et des bureaucrates, seul capable de permettre aux travailleurs de se libérer eux-mêmes.

J. GERARD.

(1) Nous vous le communiquerons in-extenso la semaine prochaine.

ET SI ON ESSAYAIT ?...

UN certain M. Laugel fait dans La Journée Vinicole, un appel aux exploités pour défendre les exploités. En un mois, c'est le troisième ou quatrième article réclamant l'unité ouvrière et patronal contre l'Etat. On parle même, bien timidement certes, mais c'est écrit (J. V. du 29-9), de grève des contribuables et de lutte populaire contre l'impôt.

De ce journal des gros marchands de vins, rien ne saurait nous surprendre, c'est le même qui attaque violemment les « coopérateurs » qui concurrencent le commerce honnête « collecteur d'impôts ».

Le 16-9 ce monsieur écrivait : « Pourquoi les syndicats ouvriers ne s'associeraient-ils pas aux syndicats patronaux pour exiger de la part de l'Etat, enfin des économies, des baisses sur les charges dont nous sommes écrasés ».

Pourquoi ? Tout simplement parce que les ouvriers n'ont pas à choisir entre

l'Etat et le capital. Que nous importe à nous, que ce soit l'Etat ou les administrateurs de la firme nous employant qui gaspillent les richesses que nous produisons ? Si M. Laugel n'est pas un ignorant de la question sociale qu'il prétend discuter, il admettra avec nous que le syndicalisme est une théorie économique-politique, ayant pour but la réalisation des aspirations révolutionnaires, résumées par ce slogan : « La terre aux paysans et l'usine aux ouvriers ». En conséquence il ne saurait être honnêtement question de « syndicats patronaux » et à la collaboration proposée, nous syndicalistes nous répondons :

Le syndicalisme est, par définition, pour l'abolition de l'Etat et du capitalisme, deux des maux inséparables dont souffre le peuple. Si la « Journée Vinicole » ignore cela, nous pouvons lui indiquer quelques ouvrages signés Bernard, Pelloulier, etc., dont la lecture éviterait à ses rédacteurs de publier des énormités du genre cité plus haut.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Rappelez-vous, Messieurs, que le jour où les syndicats décideront la grève de l'impôt, nous n'aurons nous, syndicalistes révolutionnaires aucun mal à faire adopter en même temps, la grève gestionnaire d'expatriation, l'Etat étant, malgré vos dires, un obstacle plus difficile à présenter aux masses inconscientes, que vos conseils d'administration.

Alors, Messieurs, et si on essayait ?

Nous en veulons bien... même on ne veut que cela.

Roger-A. PAON.

Logements libres

Cinq ans après la guerre la crise du logement continue. Depuis cinq années des « techniciens » tirent des « plans sur la comète » et les familles ouvrières sont toujours entassées à 5 ou 6 dans une pièce ou deux. C'est que la crise existe pour les travailleurs. Pour eux seulement.

Avec la période d'hiver, de nombreuses villas, voire de petits châteaux ont fermé leurs volets jusqu'aux beaux jours. On peut voir à Marly-le-Roi, Bougival,

Le Pecq, Le Vésinet, Saint-Germain-en-Laye, des centaines de maisons de 8 ou 10 pièces, vides de tout occupant. Dans cette partie de la banlieue parisienne on trouve réunie toute la pègre d'une société décadente : directeurs de banques, administrateurs d'assurances, hauts fonctionnaires, etc., possédant de spacieux logements en plein centre de Paris plus une villa dans la banlieue chic qu'ils viennent occuper l'été.

De son côté, la S.N.C.F. a construit dans certaines localités de la banlieue des habitations pour les... Cadres de la S.N.C.F. Il faut être à l'échelle 13 ou 14 pour y avoir accès.

La S.N.C.F. ne pouvait demeurer en reste sur les autres. Des logements pour la hiérarchie, pour les travailleurs les clapiers et les niches à chiens.

Et avec tout cela, on nous répète chaque jour que la crise du logement ne peut pas être résolue...

Une bonne paire de brodequins à clous suffirait pourtant.

SOURIANT.

Communiqué à la Presse

C.N.T.

La Confédération Nationale du Travail a tenu un Congrès extraordinaire à Paris, les 30 et 31 octobre et le 1^{er} novembre 1949.

Convoqué dans le but de trouver une solution au problème de regroupement syndical et en particulier de résoudre la question des relations avec le Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste, le Congrès après avoir réaffirmé son adhésion aux principes de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) et son attachement aux principes traditionnels du syndicalisme français, d'indépendance vis-à-vis des organisations extérieures a décidé de poursuivre la réalisation de l'Unité d'action des travailleurs uniquement sur le lieu du travail, à l'exclusion de toute participation à des Cartels.

La C.N.T. rappelle que la lutte pour la diminution des heures de travail, le rajustement des salaires, l'échelle mobile, la fermeture de l'éventail des traitements, la répartition du chômage, restent les revendications essentielles dont les travailleurs doivent poursuivre la réalisation.

“Maréchal, nous voilà!”

Nous n'avons pas pu résister à l'envie de retracer la fresque totale de l'article signé André Fontaine (ne pas confondre avec notre camarade Fontaine) paru dans le Monde du 8 novembre dernier, à l'occasion du 70^e anniversaire du « grand et génial Staline », maître de toutes les Russies et de tous les prolétaires marxistes léninistes conscients, organisés et disciplinés du monde entier. Que Fontaine (André) ne nous en veuille pas... le planiste fait ce qu'il peut.

Les peuples du monde entier célèbrent le glorieux anniversaire de leur père génial, dont les soixante-dix ans coïncident à quelques semaines près avec les trente-deux ans de la révolution russe. Ils lui écrivent, lui télégraphient, multiplient dans toutes les langues des protestations d'amour et de fidélité qui emplissent les colonnes de l'Humanité. La France ne reste pas silencieuse dans ce concert de louanges : dans certaines communes de la banlieue la Saint-Staline remplace le 11 novembre ; des quatre coins du pays les services de M. Eugène Thomas acheminent vers Moscou les déclarations enthousiastes, les odes au maréchal des poètes progressistes et les remerciements à l'homme qui le 22 juin 1941 n'a pas hésité à prendre les armes contre l'ennemi, contribuant ainsi à nous débarrasser d'un occupant dont il avait l'année précédente contribué à nous faire cadeau.

Au fond les Français ne posent aux antimilitaristes que pour cacher leur profonde vénération pour les étoiles. Nous sommes toujours prêts à crier : « Maréchal, nous voilà ! », et moins souvent à nous mettre d'accord sur le nom du maréchal, ou du général. Mais c'est tout de même la première fois qu'on voit de braves gens de chez nous, cheminots de Quimper-Corentin ou ménagers de Carpentras, adresser des dépêches de loyalisme à un chef d'Etat.

CALOMNIATEUR

Il suffit de vouloir exposer son point de vue de vouloir faire la lumière — pour s'entendre traiter par les snobs et fanatiques du P.C.F. de traîtres, de trotskistes, etc.

Malgré cela, et quoiqu'en pense la C.G.T., les ouvriers ne sont pas dupes et savent de quel côté se trouvent les traîtres. Ils savent que la hiérarchie ne favorise que les cadres, c'est-à-dire : ceux qui participent à leur exploitation. Ils sont persuadés que les traîtres ne sont pas ailleurs qu'à la tête même de la plate et rampante C.G.T. La preuve ? Posez cette question aux che-

Minots et autres travailleurs de la localité avignonnaise : Que pensez-vous de la grève ? La plus grande partie vous répondra que la grève politique ne les intéresse pas, pas davantage la hiérarchie. Ils ont parfaitement raison, messieurs, les cocos d'Avignon, et la rage au cœur, vous constatez vous-mêmes qu'ils savent à quoi s'en tenir vis-à-vis de nos organisations politiques pourries qui croient. Vous ne pourrez diminuer la poussée des consciences qui peu à peu se font jour.

BALLOY.

Dans les sanas

Le sanatorium de St-Martin-du-Tertre (centre chirurgical) adberge environ 500 tuberculeux. Dernièrement, gros émoi parmi ces derniers, émoi causé par un article paru dans le « Bulletin de cellule » (?) de l'établissement.

Les docteurs mis en cause étaient le docteur Hazemann et le docteur Kerambrun, médecin-chef de l'établissement.

Ces docteurs, était-il dit, dans leurs conférences, ont montré que des produits nouveaux contre la tuberculose ne peuvent être employés faute de crédits, et que du fait de la préparation à la guerre bactériologique, ces remèdes tendent à devenir des secrets de la défense nationale et à rester dans les laboratoires.

On laisse à penser de l'état d'esprit du malade lorsqu'il lit un tel article, le tuberculeux étant perpétuellement à l'affût d'un traitement pouvant lui éviter de subir : extra-pleural, thoracoplastie ou autre intervention chirurgicale.

Certains malades alertèrent la presse. Le docteur Kerambrun vient de donner un démenti formel.

« Je n'ai jamais tenu de pareils propos. Dans ma conférence qui traitait de la cure hygiéno-diététique, je n'ai parlé à aucun moment des antibiotiques ».

Nos politiciens ont vraiment trop d'imagination et les malades pas assez. Pour les premiers tous les moyens sont bons pour arriver à leur fin. Qu'importe le tuberculeux, pourvu que la politique triomphe, mais tout de même il y a des limites.

LAMBERT.

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-2